

Politique de crise

Comité érotique révolutionnaire

I – Misère des élections présidentielles

« L'administration pénitentiaire du camp de travail national change régulièrement, puisque nous pouvons depuis un certain temps et occasionnellement élire une partie (seulement) de nos administrateurs pénitenciers. Ils proposent chacun·e une gestion un peu différente de notre prison : certain·e·s proposent d'expulser des prisonniers « étrangers » au profit des prisonniers « nationaux », d'autres qu'il y ait davantage de « sécurité », d'aucun·e·s une libéralisation des échanges de prisonniers, de marchandises et de capitaux entre camps de travail nationaux, et même certain·e·s de rendre notre prison nationale « plus juste », « plus humaine » et/ou plus écologique ! Et ce, même si leur pratique est relativement identique (austérité, répression, réformes) puisqu'il s'agit de gérer une même prison en fonction des mêmes objectifs : faire en sorte qu'il n'y ait pas de révoltes des prisonniers·ères, aux moyens d'une dose variable de répression et de misère matériellement augmentée (médias, « loisirs », consommation), faire en sorte qu'il n'y ait pas trop de déficit du budget pénitencier – et donc, si nécessaire, dépenser moins au service des prisonniers·ères –, et surtout faire en sorte qu'il y ait une croissance et une profitabilité maximum du camp de travail national – au détriment des prisonniers·ères évidemment. » (Comité érotique révolutionnaire, *Libérons-nous du travail*. En partant du Printemps 2016, Paris, Divergences éditions, 2017).

On peut l'affirmer sans aucun doute : rarement une campagne présidentielle n'aura été menée avec autant de cynisme et de démagogie, de mépris et de mensonge, avec des candidats se présentant unanimement « anti-système » alors qu'ils en sont des défenseurs patentés. Combien votent, à cette élection présidentielle comme à chaque élection, pour tenter d'éviter qu'un pire encore pire n'arrive ? L'indécision, fait significatif, ne porte plus seulement sur le choix d'un·e candidat·e parmi d'autres mais également sur le fait même de *choisir l'un·e d'entre elleux*, et l'abstention reste une candidate sûre pour une moitié des votant·e·s potentiels. Il apparaît en effet comme de plus en plus évident que tous et toutes sont porté·e·s par une commune vision du monde. Des libéraux de gauche, du centre et de droite à leurs adversaires keynésiens-étatistes de gauche « radicale » comme d'extrême-droite, on partage l'amour du travail, de la croissance économique et du capital national. Il faut dire qu'en vertu de leur aspiration commune au gouvernement du capitalisme national, ils ne peuvent qu'y adhérer, unanimes dans leur répression des mouvements sociaux, en se disputant seulement sur certaines modalités de gestion du camp de travail national.

On cherche malgré tout à nous vendre un·e candidat·e comme marchandise performante, dans un mauvais spectacle déprimant de vacuité se répétant à chaque campagne présidentielle. La politique, ainsi, a aussi ses marchandises, ses consommateurs et ses publicités – et ses producteurs, puisqu'il faut travailler, produire des marchandises et de l'argent pour financer cette *misérable politique* qui est en même temps une *politique de la misère*. Pourtant, aucun changement réellement positif ne peut venir des urnes : c'était déjà vrai aux époques antérieures du capitalisme, c'est encore plus vrai dans une situation de crise profonde du capitalisme où le gouvernement n'a qu'une faible marge de manœuvre et ne peut utiliser celle-ci qu'au profit du pire, c'est-à-dire du durcissement sécuritaire, identitaire, budgétaire, impérialiste, raciste, classiste, sexiste, ne constituant pas des obstacles à une poursuite du capitalisme. Le gouvernement n'a d'autre choix pour continuer de se financer que de soutenir l'économie, et donc ses ravages écologiques comme

sociaux. Le vote individuel n'a pratiquement aucune signification et ne changera rien – ou si peu de chose qu'il ne faut rien en espérer, sinon peut-être un moindre pire dans l'immédiat.

Quelles options se proposent à nous à chaque élection, et notamment celle-ci ? Un libéralisme social-démocrate dégoulinant de renoncements, de mensonges et de sang. Des prophètes de l'apocalypse du capitalisme libéral-sécuritaire du centre et de droite. Un étatsisme-keynésien proposant une version 21^{ème} siècle des deux premières années du gouvernement Mitterrand (relance étatiste du capitalisme national, laquelle avait lamentablement échoué, et permis au néo-libéralisme de se présenter comme sauveur), assortie d'un « anti-impérialisme » pro-Poutine et pro-Bachar et d'un attachement indécent aux frontières. Un étatsisme-keynésien (auparavant libéral) d'extrême-droite avec son « État stratège », c'est-à-dire en faveur du capital national, du patriarcat franchouillard et des forces de répression aux pratiques vichystes, avec un discours subliminal de haine des musulman·e·s et des étrangers·ères. Sans compter des candidats conspirationnistes, confusionnistes, étatico-nationalistes, des restes en décomposition de l'extrême-gauche marxiste-léniniste, et quelques autres perles...

Enfin, dans un climat de dénonciation des élu·e·s corrompu·e·s, nombre sont ceux espérant encore un·e « candidat·e intègre ». La corruption des gestionnaires de l'État capitaliste est pourtant structurelle : comment des individu·e·s privé·e·s poursuivant leur intérêt capitaliste, une fois élu·e·s, pourraient-ils se transmuier pour devenir d'intègres élu·e·s n'ayant que le bien commun pour objectif ? Il y a là une contradiction insoluble. Toute autre contestation de cette corruption n'est qu'un fantasme moraliste et une pure « indignation ». Mais cette contestation vaine nous révèle quelque chose. La politique *réellement existante* produit idéologiquement son double permettant de la justifier *in fine*, la politique « pure », « vraie » et « bonne », même si celle-ci ne peut tendanciellement exister – et ne serait de toute façon guère souhaitable.

Un retour non-exhaustif sur l'histoire du réformisme anti-libéral de gauche – celui d'extrême-droite ayant montré en Allemagne en 1933-45 ce qu'il faisait au pouvoir une fois élu avec un programme « anticapitaliste » – devrait suffire à achever de nous convaincre que non, vraiment, il n'y a rien à chercher de ce côté là :

- En 1918-19, la social-démocratie allemande au pouvoir écrase avec l'aide de l'extrême-droite et de l'armée une révolution populaire (République des conseils de Bavière, insurrection spartakiste de Berlin, conseils ouvriers dans l'ensemble du pays), tandis qu'en Italie, sa consœur du Parti Socialiste Italien contient l'explosion du prolétariat et ses grèves monumentales, et prépare donc indirectement l'avènement du fascisme en 1922 ;
- En 1936, le Front Populaire de Léon Blum, notamment composé des stalinien·ne·s du PCF souhaitant une alliance avec l'URSS et son « capitalisme d'État » (Lénine), des socialistes abandonnant définitivement l'idée de révolution au profit d'une gestion réformiste de l'État bourgeois et des radicaux défenseurs d'un compromis avec Hitler comme avec Mussolini, fait tout pour mettre fin à une grève générale inédite dans l'histoire de France et au fort potentiel insurrectionnel, offrant en pâture deux semaines de congé payés et la semaine de 40 heures, mesures contre-révolutionnaires finalement abandonnées deux ans plus tard, et aboutissant au désarmement du prolétariat français face aux événements de 1939-1940 ;
- Les bureaucrates du grand syndicat anarcho-syndicaliste espagnol CNT, en 1936-1939, sabordent leur propre programme de révolution sociale et de communisme libertaire au nom de l'alliance «

- anti-fasciste » avec Staline et une République bourgeoise ultra-répressive, mettent leurs militant·e·s au travail dans des usines capitalistes « autogérées » ou au front dans une armée classique au lieu d'entamer une guerre sociale de guérilla contre l'ordre répugnant du travail, livrent leurs militant·e·s révolté·e·s en Mai 1937 à une terrible répression stalinino-républicaine, abandonnent leurs camarades des communes d'Aragon aux colonnes stalinienne en Août 1937, et rentrent dans un gouvernement stalino-socialiste au mépris de leurs principes libertaires ;
- De 1971 jusqu'au coup d'État de Pinochet du 11 septembre 1973, Allende, socialiste élu grâce au vote massif du prolétariat chilien, désarme celui-ci, incite au calme plutôt qu'à une révolution préventive, ne prend aucune mesure contre l'armée, créant ainsi un contexte favorable au coup d'État ;
 - De 1968 jusqu'en 1977, un mouvement de grèves, de révolte et de refus du travail balaye l'Italie, pendant qu'un Parti Communiste Italien aux aguets dénonce cette révolte, sabote ces grèves, incite à une négociation salariale sous l'égide de syndicats réformistes, négocie avec une bourgeoisie italienne aux aguets un « compromis historique » qui n'aboutira pas, et accepte l'envoi des chars pour reconquérir Bologne insurgée en mars 1977 ;
 - En 1981, l'élection de François Mitterrand met définitivement fin aux années 68, avec une mystification électoraliste annonçant un changement radical, et finalement un programme de relance keynésienne aboutissant deux ans plus tard (du fait de leur échec) au tournant néo-libéral de 1983, annonçant ainsi 15 ans d'apathie du mouvement social ;
 - Le « socialisme du 21^{ème} siècle » d'Amérique latine, enfin, n'a guère donné de meilleurs résultats : en-dehors de mesures électoralistes d'aide aux plus pauvres et de quelques réformes, ce sont des capitalismes nationaux avec un État fort, dépendants des hydrocarbures et des ressources minières, alliés aux Russes et autres « anti-impérialistes », avec à leur tête une bureaucratie corrompue, une armée forte et une nouvelle bourgeoisie, et réprimant au nom du « peuple » tout mouvement social indépendant du pouvoir.

Bref, si certain·e·s veulent voter pour un moindre mal, qu'ils votent sans aucune illusion et se préparent à une lutte sociale sans merci contre leur propre candidat.

II – La politique comme l'autre face du capitalisme

« *La démocratie même est l'autre face du capital, non son contraire* » (Anselm Jappe, *Les aventures de la marchandise*, Paris, Denoël, 2003)

Le véritable enjeu n'est pas là.

Pour le saisir, il nous faut commencer par rompre avec le discours dominant, celui des médias et des politicien·ne·s, des universitaires et des flics, des profs et des expert·e·s en tout genre, chantres de la conservation de l'ordre actuel. À parler leur langage nous nous rendons impuissant·e·s. Impuissant·e·s car incapables de penser la spécificité de ce monde avec lequel nous cherchons à rompre de tous nos vœux. Impuissant·e·s car muet·te·s face à la rhétorique trop bien huilée d'une société qui ne se pense qu'en vase clos. Impuissant·e·s car condamné·e·s à la répétition du même.

Naturaliser, ontologiser, déshistoriciser... autant de gros mots pour désigner ce mécanisme central de la pensée bourgeoise qui consiste à donner une dimension éternelle à un phénomène spécifique au monde qu'elle a contribué à faire naître. Ainsi en est-il de l'« économie » comme il en est de la « politique ». La

polarisation entre sphère économique et sphère politique, au lieu d'être saisie comme entièrement spécifique au capitalisme, se retrouve naturalisée et ainsi pensée comme constitutive de l'ensemble des formations sociales humaines, au même titre qu'un certain nombre de structures sociales propres à la modernité capitaliste. Historiens, philosophes politiques et économistes s'évertuent ainsi à fouiller dans l'histoire pour déterminer à quoi ressemblaient « politique » et « économie » au sein des sociétés pré-capitalistes. Le discours dominant dans la pensée contemporaine se refuse donc à saisir la spécificité de notre époque, fille d'une série de ruptures majeures qui en font toute la particularité. Le nier revient à faire de notre modernité capitaliste l'aboutissement logique et naturel de l'Histoire alors qu'elle ne s'est imposée qu'à coup de guerres, d'asservissement et de d'anéantissement des différentes modalités d'être-au-monde qui lui préexistaient.

Les sociétés pré-capitalistes bien sûr satisfaisaient leurs besoins sociaux et avaient des formes d'organisation du collectif, pourtant elles ne connaissaient ni « économie » ni « politique » au sens actuel. Il n'y a pas de « politique » en-dehors de l'organisation du quotidien au sein des sociétés précapitalistes. Les sociétés gréco-romaines étaient « politiques », au sens antique de structuration sociale autour d'une *polis* (cité), mais étaient complètement « politiques », sans qu'il s'agisse d'un système séparé comme aujourd'hui. Les autres sociétés étaient étrangères à cette catégorie de « politique » puisqu'elles n'étaient pas fondées autour d'une *polis* (cité) et ne connaissaient pas de séparation entre « politique », « économie » et « religion », catégories spécifiquement modernes.

L'apparition d'une « sphère économique » distincte et dominante est intimement liée à l'émergence du système capitaliste et de ses structures élémentaires. S'il est vrai que l'on peut trouver des ancêtres de ces différentes structures à divers moments de l'histoire, la cristallisation de celles-ci au sein d'une « sphère économique » séparée est propre à l'économie de marché totalitaire dans laquelle nous vivons. Il n'y a que lorsqu'émerge un Marché unifié, totalisant, de concurrence sans entraves et de vente contrainte généralisée de l'activité humaine, qu'advient l'économie comme sphère constitutive du capitalisme avec ses structures élémentaires de travail, de marchandise, d'argent, de valeur et de capital.

Et sans cette sphère de l'économie, pas de politique, puisque celle-ci est en complète dépendance financière vis-à-vis d'elle. Réciproquement, pas d'économie sans politique, puisque celle-ci est un garant nécessaire de l'économie, de ses contrats et de ses propriétés, un agent nécessaire de fluidification, de gestion et de protection de l'économie avec ses infrastructures nationales, ses politiques macro-économiques, son armée, sa police et ses tribunaux. Ainsi, ce n'est que lorsqu'émerge parallèlement au Marché l'État unifié, bureaucratique, totalisant, que la « politique » fait son entrée fracassante dans l'histoire. La « politique » comme sphère centrale du capitaliste naît en initiant une guerre européenne de 28 ans causant des millions de morts, en massacrant des milliers de sans-culottes radicaux – dont certains aspiraient à une société de communes – et de gens ordinaires, en établissant un droit bourgeois, patriarcal, raciste, et en lançant une industrialisation broyeuse de vies. Et celle-ci n'est pas née de rien, mais de son ancêtre, la monarchie, et de siècles d'extorsion fiscale, de guerres, de répression des mouvements sociaux et de montée en puissance de l'administration, quatre phénomènes au fondement même de l'État moderne, c'est-à-dire de ses impôts, de son armée, de sa police et de sa justice, et enfin de sa bureaucratie.

La politique, au sens moderne, désigne ainsi une sphère du capitalisme distincte de mais tendanciellement subordonnée à sa jumelle *l'économie*. Le capitalisme est, ainsi, une société (au moins) duale, avec ses structures élémentaires (travail, valeur, marchandise, argent, capital) d'un côté et des structures non-rentables mais nécessaires au fonctionnement et à une reproduction dynamique du capitalisme (droit, justice, police, armée, administration, gouvernement) de l'autre.

En-dehors d'un certain nombre de concessions temporaires, limitées et liées à un rapport de force mouvant, l'État vise avant tout à une optimisation du processus de valorisation capitaliste. La politique est ainsi, très largement, *politique de l'économie*, et ce au travers de moyens allant des politiques de libéralisation aux guerres colonialistes-impérialistes. Les politiques de l'État visent avant tout à une stimulation de l'économie, et celui-ci prend en charge l'ensemble des investissements nécessaires au fonctionnement optimal du Marché mais néanmoins non-rentables et/ou trop importants pour être réalisés par des capitalistes individuels (infrastructures, maintien de l'ordre, défense militaire, etc.) en contrepartie des impôts et aux autres fonctions de l'État. L'État ainsi développe des infrastructures de circulation (comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes) et de communication permettant au processus de valorisation nationale de se réaliser toujours plus vite et donc de rester compétitif au niveau mondial, visant ainsi une « circulation sans temps de circulation » (Marx).

Si la théorie ne suffit pas à nous en convaincre, l'histoire s'en charge à merveille et il faut le répéter : il ne peut y avoir d'utilisation de l'État comme simple « moyen » en vue de se libérer du capitalisme – et de l'État, comme l'avait cru Lénine et son fameux « dépérissement de l'État » qui n'est jamais arrivé. Cette histoire n'est, on l'a déjà dit, qu'une succession d'échecs aux conséquences toujours plus désastreuses.

III. État de crise, État d'exception

« L'espace "juridiquement vide" de l'état d'exception [...] tend désormais à coïncider partout avec l'ordre normal » (Giorgio Agamben, *Homo sacer*, Paris, Seuil, 2016)

On aurait presque envie, à côté des conservateurs·trices et autres défenseurs·seuses de l'ordre établi, de crier au principe de réalité tant les vaines illusions des restes de la social-démocratie de voir resurgir un État social semblent relever de l'aveuglement. Réalité historique autant que systémique, il n'y a rien à espérer, rien à attendre d'une situation dont il serait grand temps de prendre acte. On assiste depuis quelques dizaines d'années à un recentrement de l'État sur ses fonctions de gouvernement *de crise* de l'économie *en crise*, laquelle crise de l'économie et du travail s'est approfondie depuis 2008 au point de menacer jusqu'aux classes moyennes des centres capitalistes. Geste s'accompagnant inévitablement d'un renforcement de sa fonction de répression militaro-policière, dévoilant de nouveau par-là même son vrai visage, celui de ses origines, qu'il avait masqué au cours des dites « Trente Glorieuses » et auquel s'accroche désespérément l'altercapitalisme ambiant. Il n'y a plus de croissance, donc plus de droits sociaux, peut-il proclamer tranquillement. Le mensonge n'est pas celui, superficiel, qu'il n'y a plus d'argent, mais celui, fondamental, qu'il faut s'en remettre au dieu économie une fois de plus – et être offerts en sacrifice. Dans une situation économique de crise, on voit l'État se délester progressivement de ses fonctions « sociales » pour se recentrer sur l'essentiel : relancer l'économie, et gérer ses conséquences socialement désastreuses au travers d'une gestion répressive des masses précarisées ou devenues inutiles d'un point de vue économique. L'État-Providence se démasque en État de punition divine des infidèles de l'économie.

Si la dynamique du capitalisme conduit intrinsèquement à une éviction progressive du travail du procès capitaliste de production, le phénomène a pris une nouvelle ampleur ces dernières décennies. Depuis 40 ans de « troisième révolution industrielle », avec l'introduction de l'informatique, de l'automatisation et de la robotique au sein du processus productif, cette substitution structurelle et tendancielle du travail par des machines-robots a pris une nouvelle dimension. La possibilité d'une substitution complète de certains pans du travail par des machines-robots (caisses automatiques, robots-ouvriers, chaînes de montage entièrement automatisées...) provoque l'explosion du chômage technologique au sein des centres

capitalistes, et une stagnation des faibles salaires aux périphéries. La crise économique qui en résulte touche des masses toujours plus grandes d'individu·e·s, jusqu'aux métropoles occidentales désormais entourées de zones de concentration des individu·e·s exclu·e·s du travail, surexploité·e·s et/ou particulièrement précarisé·e·s.

C'est dans ce cadre que l'État peut se déployer dans ce qu'il a de plus élémentaire : sa dimension « sécuritaire ». Sécurité de l'État lui-même, sécurité des entreprises et de leur extorsion de plus-value, sécurité des classes bourgeoises et de leurs propriétés, et sécurité-spectacle des citoyens ordinaires aux moyens de patrouilles militaires, et tout cela au détriment des classes populaires et des exclus du capitalisme. La « sécurité » devient une véritable technique de gouvernement sur fond de « guerre au terrorisme », laquelle justifie aux yeux de beaucoup une gestion oppressive des habitant·e·s racisé·e·s (ou non) des quartiers populaires et des migrant·e·s.

Relancer l'économie, voilà l'idée fixe de ce monde où l'on marche sur la tête tout en se persuadant que c'est la seule façon de marcher. Mais quand l'air devient proprement irrespirable, que l'on se rend compte qu'on ne relancera jamais rien, alors c'est l'État sécuritaire, militaro-policier, répressif, cet État resserré autour de ses fonctions « minimales » de maintien de l'ordre capitaliste, qui s'impose, révélant ce qu'il a toujours été, un monstre froid, une monstrueuse organisation bureaucratique et militaire, un Léviathan.

*

La crise du capitalisme, désastreuse au sein des centres capitalistes, est encore pire à ses périphéries : elle se fait d'autant plus sentir qu'un État est situé en bas de la hiérarchie du système-monde capitaliste. Elle est en grande partie responsable de l'échec des modernisations de rattrapage d'une majorité des anciennes colonies, couplée à un maintien global des hiérarchies du système-monde capitaliste, et donc d'un échange inégal et d'une division inégale du processus international de production. Et cet échec des modernisations de rattrapage, générant une forte crise d'endettement et donc des politiques d'ajustement structurel, a entraîné un délitement des périphéries sous forme de paupérisation générale de leurs populations et/ou d'une multiplication des situations de guerre civile. En conséquence, des contingents toujours plus importants de ces populations se sont enfuis vers des centres en moins piètre état. Face à cette arrivée massive de réfugié·e·s de crise, l'ensemble des États des centres capitalistes ont choisi une politique d'exclusion des non-rentables (en-dehors donc des migrant·e·s exploitables d'une manière profitable), une sorte d'« impérialisme d'exclusion » corolaire d'un « impérialisme de crise ». Les États des centres capitalistes refusent d'une part d'assumer leur responsabilité dans l'effondrement des sociétés des périphéries capitalistes, alors qu'ils sont responsables de l'instauration du capitalisme dans ces sociétés qu'ils ont asservies, pillées, exploitées, racisées, endettées et enfin libéralisées, laissant ainsi des milliers de réfugié·e·s du système-monde capitaliste en crise mourir chaque année à leurs portes. D'autre part, elles se contentent d'interventions militaires dans des périphéries en voie d'effondrement avec un objectif (souvent raté) de maintien de l'ordre mondial et de pillage de ce qu'il reste, aggravant souvent une situation déjà catastrophique. Les États des centres capitalistes se replient ainsi dans leur « forteresse », n'en sortant que pour ces opérations : ils sont des États d'exclusion, d'exclusion des réfugié·e·s de l'économie en crise et de crise, des réfugié·e·s du dérèglement climatique d'origine capitaliste, des réfugié·e·s des guerres internes aux périphéries en voie d'effondrement, des réfugié·e·s des guerres de maintien de l'ordre mondial ou encore des réfugié·e·s du développement. Après avoir imposé au monde entier un mode d'organisation social aux effets dévastateurs, l'impérialisme des centres capitalistes s'en retire très progressivement en laissant derrière lui un désastre économique, social et politique qu'il refuse d'assumer.

Les évolutions contemporaines de l'État capitaliste de crise, et notamment son recentrement sur sa fonction policière et son durcissement en tant qu'organe répressif, loin de relever d'un *changement de nature* de ce dernier, sont plutôt l'affirmation même de ce qui fait sa *nature* : la violence constitutive du droit et de son maintien. Aux fondements de la souveraineté, qu'elle soit dite démocratique ou non, se trouve celui qui décide de l'état d'exception. L'état d'exception n'est pas une anomalie, ou encore l'opposé de l'État de droit : il est au fondement même de l'État et de son droit. L'État est cette structure capable de suspendre juridiquement son ordre juridique – comme il l'a fait en Allemagne en 1933 –, c'est-à-dire qu'*il peut entreprendre des actions extra-constitutionnelles de manière constitutionnelle*. Il y a donc, au fondement même de l'État « de droit », sa possible transformation en un « État d'exception » extraordinaire, de crise. Celui de l'état d'urgence depuis 2015 et ses fichés S, ses interdictions de manifestations, ses assignations à résidence, sa police toujours plus violente et sa justice fonctionnant comme machine à enfermer. Celui qui a fait de l'anti-terrorisme un procédé même de gouvernement, celui de l'affaire Tarnac. État d'urgence qu'on retrouve aujourd'hui en Turquie, hier dans l'Allemagne pré-hitlérienne de 1930, aux États-Unis à partir de 1941 – permettant l'enfermement dans des camps au milieu du désert de dizaines de milliers de Japonais –, dans l'Italie des années 1970-1980 pour réprimer l'Autonomie italienne, en Syrie depuis 1963... État d'urgence, hier encore, en France et en Algérie coloniale en 1955, 1958 et 1960-1963 – aboutissant aux massacres du 17 octobre 1961 et du 8 février 1962 –, en Nouvelle-Calédonie en 1984-85 dans l'optique d'une répression du mouvement indépendantiste, en 2005 en Île-de-France dans l'optique de l'écrasement des banlieues insurgées. État de siège (version militarisée de l'État d'urgence), avant-hier, celui de l'écrasement sanglant des ouvriers parisiens en juin 1848, des communards en 1871 ou des Kabyles insurgés cette même année. Demain, après-demain, l'article 16 autorisant une dictature présidentielle *temporaire*, l'état de siège dans l'optique de réprimer une insurrection populaire ? La frontière entre l'État de droit et celui d'exception est donc relative, poreuse, mystifiante, l'État de droit justifiant l'État d'exception au nom de son maintien. C'est ce que révèle la normalisation de l'État d'urgence, dispositif d'exception dont le prolongement indéfini ne semble en aucun cas perturber l'État de droit. Progressivement, les frontières entre démocratie parlementaire et dictature temporaire se font toujours plus poreuses, l'état d'exception se fondant toujours mieux dans l'état démocratique. Si le cadre constitutionnel nous fournit une vaste prison sociale dans laquelle l'on bénéficie encore d'une relative liberté de mouvement, qu'un état d'exception vienne suspendre cet ordre des choses et voilà les murs de la cage se rapprocher dangereusement. Disons-le, l'État d'exception commence à nous coller à la peau.

Mais cet État d'exception *extraordinaire*, propre aux crises économiques, sociales ou encore politiques du capitalisme, se double d'un état d'exception *ordinaire*, tout aussi constitutif de l'État moderne mais permanent, et simplement exacerbé en temps de crise. Constitutif de l'État moderne, non comme possibilité souveraine de suspendre légalement son ordre légal, mais comme monopole de la violence sur un territoire et une population donnée. « Le souverain [...] se pose légalement en-dehors de la loi » (Agamben) : il faut comprendre cette sentence non comme l'exception de l'État, mais comme règle fondatrice de son appareil policier, militaire et judiciaire, révélant l'État comme une structure de domination arbitraire basé en dernière instance sur ces appareils répressifs. Arrestations, abus, suspension des droits civiques traversent de part en part l'état *normal* du droit sans pour autant nécessiter de suspension de l'ordre démocratique, révélant ainsi sa nature intrinsèquement répressive. La police illustre parfaitement cet État d'exception *ordinaire* dont elle est une pièce maîtresse : elle est fondée légalement à entreprendre des actions non-légales lorsqu'elles sont exécutées par des simples citoyen·ne·s. Les policiers·ères peuvent légalement fouiller, frapper ou encore séquestrer (dans un commissariat) des individu·e·s, contrairement aux autres

citoyen·ne·s. La police peut même *de facto* tuer (300 morts depuis 30 ans pour presque aucune condamnation judiciaire), stade suprême de l'État d'exception légalement fondé, et manifestation du « droit de vie et de mort » constitutif de l'État souverain. La justice n'est pas en reste. Elle est fondée légalement à entreprendre une action illégale lorsqu'elle est exécutée par des simples citoyen·ne·s : enfermer (dans un établissement carcéral) et extorquer (sous forme d'une amende) des individu·e·s. L'État est bien cette coïncidence entre violence et droit dont parlait Agamben. Et cet État d'exception ordinaire s'acharne avant tout sur ceux susceptibles de menacer son ordre stato-capitaliste : militant·e·s politiques, participant·e·s aux luttes sociales, mais surtout prolétaires racisé·e·s de quartiers populaires constitués en zones d'exception permanentes. La hiérarchie raciste et de classe, dont l'État est un défenseur ultime, est ainsi violemment réaffirmée. L'État d'exception *ordinaire* règne, enfin, au sujet des violences domestiques faites aux femmes, en excluant ces violences *de facto* du droit, en renvoyant celles-ci au « privé », aboutissant finalement à un laisser-faire des viols et des violences patriarcales au sein du cadre domestique.

Précisons-le, il ne s'agit pas de revendiquer, on ne saurait comment d'ailleurs, plus de droit et moins d'exception. L'État capitaliste est obligé d'être en partie « de droit » puisqu'il n'y a pas de capitalisme sans droit, sans garantie du respect des contrats, des dettes, des propriétés et des propriétaires. Mais en même temps, et au nom même de cette garantie de l'ordre capitaliste, l'État s'extrait du cadre légal qu'il a de toute façon lui-même créé. L'État d'exception *ordinaire* est donc un simple défenseur du droit capitaliste, c'est-à-dire de l'État de droit. Il ne faudrait donc pas opposer ces deux formes de l'État : il s'agit d'une seule et même structure se dédoublant de manière complémentaire, de deux faces d'une même pièce, d'un *continuum* au service de l'ordre capitaliste. L'État de droit en réalité justifie l'État d'exception *ordinaire* comme son garant nécessaire, de même qu'il justifie l'état d'exception extraordinaire comme son garant *en dernier ressort* – comme son *cas limite*.

Pour en finir avec l'État de crise, l'État d'exclusion, l'État d'urgence, il faut en finir avec l'État d'exception *ordinaire* comme avec l'État de droit, donc en finir avec l'État, sa politique et son monde capitaliste.

Comité érotique *révolutionnaire*